

À toutes les étudiantes, tous les étudiants de l'UQAM.

C'est cette semaine le premier anniversaire de notre élection au CA. Pour l'occasion, nous avons choisi de faire une rétrospective de ce qui s'est passé au cours d'une année scolaire 2015-2016 qui fut riche en rebondissement. Vous y trouverez un rappel des grands dossiers, un résumé de nos travaux et un portrait de nos impressions générales sur l'année au CA.

Vous pouvez en tout temps nous contacter sur notre page Facebook (<https://www.facebook.com/cauqam2015/>) pour vos questions ou commentaires.

Nadia Lafrenière et Samuel Cossette

## Élections

Bien que nous ayons été élu-e le 15 octobre 2015, c'est seulement dix mois plus tard que nous avons été officiellement nommé-e comme membres. Entre temps, nous avons eu accès aux documents, pu assister aux réunions et pris la parole dans celles-ci. Cependant, il nous était impossible de voter sur les projets de résolution, ainsi que d'en soumettre. Si, règle générale, cela n'aurait pas changé le dénouement des dossiers, il y a eu certains rares moments où nos votes auraient pu changer la donne.

Notons également que nous ne sommes pas les seul-e pour qui les délais ont été de plusieurs mois. Des membres futurs du CA sont par ailleurs en attente de nomination depuis un certain temps.

## Rappel des dossiers

Le conseil d'administration est saisi d'une grande variété de dossiers tout au cours de l'année. La plupart d'entre eux nous sont présentés que pour que le CA entérine les résolutions déjà adoptées dans les autres instances. Toutefois, certaines motions ont un cheminement différent, émanant

directement de la direction, ou du service des budgets, par exemple. Il s'agit là des dossiers qui nous demandent l'étude la plus attentive. En voici certains :

### **Comité de discipline**

On l'a dit et redit, une nouvelle mouture de la politique disciplinaire a été créée en secret à la [réunion de décembre](#) du CA. Celle-ci se voulait une réponse de l'administration aux critiques de la communauté à la suite de menaces d'expulsion par le comité exécutif. L'administration a donc créé un comité de discipline, qui ne répondait que de manière très partielle aux critiques. Par exemple, le fait que l'accusé-e n'ait pas accès à la preuve a été maintes fois dénoncé. L'opacité du processus d'adoption de la politique a par ailleurs été perçue comme une provocation, malgré les présumées bonnes intentions de la direction.

Et en dépit de l'adoption d'une politique pour résoudre la crise, nous pouvons questionner le fait que des étudiant-e-s aient de nouveau reçu des convocations disciplinaires pour des faits allégués datant de plus d'un an. Alors que la communauté s'est mobilisée autour de ces événements qui venaient rappeler la politique en vigueur, le CA est plutôt resté muet sur l'enjeu et n'a pas saisi l'occasion de proposer des modifications à la politique. Quand nous avons abordé le sujet, nous avons cependant eu l'impression que plusieurs membres questionnaient silencieusement les choix faits dans ce dossier. Nous avons l'intention, au cours de la prochaine année, de travailler sur ce dossier conjointement avec les associations étudiantes.

### **Compressions, décisions budgétaires**

On croirait *a priori* que l'endroit tout désigné pour discuter d'où se feront les compressions budgétaires est le Conseil d'administration, là où sont adoptés les budgets. Nous avons, au cours de la dernière année, été surpris-e de constater que de soulever un problème comme la fermeture des bibliothèques le dimanche ou une diminution potentielle du nombre d'heures de contrat des auxiliaires d'enseignement pouvait nous valoir une accusation de vouloir faire de la micro-gestion.

Ainsi, alors que les membres du CA doivent chaque année adopter les budgets, il n'est pas très bien vu de contester ceux-là... ni même de questionner les grandes orientations!

### **Garda (Nouveau contrat)**

Un contrat a soulevé un tollé au moment de son adoption. Il s'agit de celui octroyé à la firme de sécurité Garda pour 48 M\$, plus les modifications à venir s'il y a hausse du salaire des gardiennes de sécurité. En période d'austérité, on a déjà vu plus judicieux choix que de hausser le budget de sécurité!

### **Décentralisation**

Enfin, une crise a secoué l'UQAM, et particulièrement l'ESG, en février dernier. Le doyen de l'ESG a lancé au CA un ultimatum : soit l'UQAM octroyait une autonomie budgétaire et administrative substantiellement plus grande aux facultés et à l'ESG, soit il entamait les démarches pour scinder l'UQAM et l'ESG. Pour les membres du CA, ce n'était certes pas une façon acceptable d'interpeller l'instance. Cependant, devant tout le débat soulevé, le Conseil d'administration en a quand même discuté, sans se positionner. Le recteur a annoncé, quelques jours plus tard, la nomination de deux consultantes devant faire le point sur la décentralisation. Hélène P. Tremblay et Louise Dandurand ont rendu leur rapport dernièrement et celui-ci fait l'objet d'une consultation présentement (nous en reparlerons).

Enfin, un autre dossier, bien que seulement lié de loin au CA, a retenu notre attention. La grève des employé-e-s étudiant-e-s, en effet, a marqué la dernière année scolaire. Elle a surpris par sa durée (près de quatre mois!), et par l'attitude de la direction, qui ne voulait pas bouger d'un iota. Alors que le SÉTUE demandait un plancher d'heures (ce qui aurait mis fin aux coupures de services, d'année en année), il a fallu trois mois et demi de grève avant que le conciliateur force la suggestion du maintien de la convention collective préalablement en vigueur. Au CA, les négociations de conventions collectives ne sont pas discutées. Alors que toute la session d'hiver, le recteur présentait son bilan de ce qui se passait à l'université, nous avons dû rappeler à chaque

réunion que les employé-e-s étudiant-e-s étaient toujours en grève et que cela affectait les services. Quand nous avons demandé à la direction de se présenter à la table de négociations, car nous considérons qu'il était irresponsable que la direction laisse traîner le conflit, nous avons eu droit à beaucoup d'arrogance de la part d'André Dorion, le vice-recteur responsable des ressources humaines. Par exemple, pour ne pas dire aux membres du CA qu'il demandait la fin du régime syndical (atelier fermé), il a dit qu'il restait une question technique à régler, « une histoire d'un clic ou deux clics ». Évidemment, les membres issus de la communauté n'ont pas été dupes devant de tels propos.

Enfin, rappelons que le budget dédié aux auxiliaires d'enseignement n'a pas été augmenté, alors que le salaire a grimpé. Ainsi, nous assisterons dès cette année à une réduction du nombre d'heures octroyées en contrat et, par le fait même, à une diminution des services.

## Impressions

Cette première année sur le Conseil d'administration nous a permis de recueillir des impressions globales sur le CA, son fonctionnement et ses dynamiques. Nous souhaitons vous partager les principales ici.

### **Confidentialité**

Nous avons régulièrement eu l'impression au courant de l'année que le pouvoir discrétionnaire de l'administration sur la confidentialité des dossiers était utilisé pour museler des débats et empêcher la communauté de pouvoir se positionner sur des enjeux lorsque, de façon évidente, cette dernière irait à l'encontre des désirs de l'administration. L'exemple de l'adoption de façon confidentielle de la politique disciplinaire est le plus probant. Un membre de l'administration nous avait alors affirmé, et nous citons, que la politique était confidentielle « parce qu'elle créerait trop de vagues ». Plusieurs dossiers d'importance étaient selon nous présentés confidentiels de façon injustifiée et pour éviter des confrontations. Bien que, suite à des pressions, certains changements ont été apportés - les porteurs de dossiers doivent justifier la confidentialité de leur dossier, par exemple - il y a toujours selon nous un grave manque de transparence au niveau de l'administration. Les

fois où nous avons connaissance d'enjeux qui touchaient directement la population étudiante mais où nous ne pouvions les divulguer ont été trop nombreuses.

### **Dynamique entre les membres**

Plusieurs dynamiques sont installées, sans doute depuis de nombreuses années, entre les membres et les groupes (membres externes, administration, membres de la communauté). Nous avons sans surprise remarqué que tous les membres de l'administration votent dans le même sens sur l'immense majorité des dossiers. Nous avons rarement vu l'administration être sensible aux arguments de la partie étudiante ou enseignante et changer son opinion, qui nous semble dans la grande majorité des cas déjà figée en arrivant dans la réunion. Le résultat est que nous avons bien souvent l'impression de parler pour rien, ou sans être pris au sérieux, du moins par l'administration. Le corps enseignant, et moindrement les membres externes, ont généralement des opinions plus flexibles.

Nous avons eu de nombreuses occasions de nous exprimer. Bien que généralement nous ayons pu livrer notre pensée sans problème durant les débats, nous avons remarqué quelques dynamiques redondantes qui nous semblaient problématiques. Tout d'abord, quelques débats d'importance nous ont semblé être coupés avant que la question ne soit mûrement réfléchi. Ensuite, il nous est arrivé à plusieurs reprises de faire face à des réponses incomplètes, floues et détournées de la part de l'administration. En tout respect pour sa personne, nous remarquons également régulièrement que la présidente du Conseil d'administration se prend des tours de paroles un peu n'importe quand, sans que l'on puisse savoir si c'était effectivement à elle de s'exprimer. L'attitude générale de l'administration durant les rencontres, soit celle de "la direction décide, le CA appuie" nous semble également problématique. De même, lorsque nous nous exprimons à la suite des rencontres à l'ensemble de la population étudiante dans nos rapports, comme nous en avons pris l'engagement, ces derniers sont étroitement gardés à l'oeil et nos paroles observées (ce sera, nous le supposons, également le cas de celui-ci). Ce n'est pas une mauvaise chose, si l'administration prend à chaque fois de bonne foi acte de nos critiques!

## **Rôle perçu des autres instances**

Le CA est souvent présenté comme l'instance suprême de décision dans l'université. S'il est vrai que toute résolution ayant des incidences de nature financière doit être présentée au CA, en vertu des règlements, c'est probablement l'instance la moins légitime de l'université. Au mieux, on peut dire que c'est celle qui agit de la façon la plus hautaine et détachée de la communauté qui soit.

Par le passé, il est arrivé plusieurs fois que le CA renverse des décisions de la Commission des études, pourtant proposées par des professeur-e-s ou des étudiant-e-s. Si cela ne s'est pas vu cette année, on a plutôt été témoins de [dossiers adoptés sans être préalablement passés par la Commission des études \(ou le comité de la vie étudiante\)](#). Et alors que l'incompréhension des membres du CA par rapport à l'importance de la Commission des études persiste, les membres de la Commission des études ne sont guère plus chaleureux à l'idée que les résolutions qu'ils adoptent passent au CA. Une rencontre était censée avoir lieu entre les membres des deux instances au cours de la dernière année, mais nous l'attendons toujours.

Quant au Comité de vie étudiante (un sous-comité du CA censé le conseiller en matière de vie étudiante; il est composé à moitié de délégué-e-s étudiant-e-s, puis d'autres membres de la communauté), le CA ne lui accorde que peu d'importance. Par exemple, lorsque des dossiers auraient dû passer au CVE, personne (à part nous) ne se formalise du fait que ça a été «oublié». De plus, alors que plusieurs associations étudiantes ont adopté des mandats pour boycotter les réunions du CVE jusqu'à ce que le sujet de la politique disciplinaire soit traité, il semble que l'excuse du boycott des associations soit devenue légitime au regard des membres de la direction pour qu'un dossier ne soit pas présenté aux étudiantes et étudiants avant son adoption par le CA.

Il s'en trouve certains qui auraient cru que l'ultimatum lancé par le doyen de l'ESG et son comité de régie aurait chamboulé l'attitude du CA par rapport aux autres instances, histoire qu'il soit un peu plus à l'écoute. Cependant, les façons de faire cavalières n'ont pas ébranlé le CA, ses membres

croyant plutôt que les canaux officiels auraient été une façon de faire beaucoup plus légitimes, notamment parce que le doyen serait allé chercher des appuis formels au sein de son école d'abord.

## Enjeux pour cette année

Pour terminer ce rapport, nous souhaitons mettre de l'avant les enjeux qui toucheront l'UQAM, et plus principalement ceux auxquels nous ferons sans doute face sur le CA. La politique disciplinaire et la question de la dérive sécuritaire reste selon nous le principal enjeu auquel s'attaquer pour l'année qui s'en vient. En effet, depuis la crise qui a frappé l'UQAM en 2015, rien n'a été réglé. L'administration est revenue de l'avant avec de nouvelles expulsions à propos d'enjeux politiques pendant l'été, se fiant à l'incapacité effective des organisations, associations et syndicats à s'organiser pendant l'été, fautes de membres sur le campus.

La politique disciplinaire, après plus d'un an de critiques conjuguées de l'ensemble des associations, instances et syndicats, reste toujours profondément problématique. Pour ne nommer que quelques-unes des failles:

- Les étudiant-e-s visées par les convocations n'ont toujours pas accès à la preuve qui est présenté contre eux ou elles;
- Les membres du comité de discipline sont nommés par l'administration, posant un sérieux problème de partialité inacceptable dans une procédure quasi-juridique;
- Il est toujours impossible de faire appel de la décision: le comité de révision, en effet, ne peut être saisi d'un dossier que si de nouveaux éléments de preuve se présentent, ce qui est particulièrement difficile à faire lorsque la preuve est détenue par l'UQAM;
- Il n'y a toujours pas de délai minimum acceptable entre la convocation et la tenue du comité de discipline permettant aux étudiant-e-s de se préparer convenablement, ni de délai maximum entre les faits allégués et la convocation.

Ces éléments ne sont que quelques exemples pour démontrer le ridicule de cette politique. Surtout, l'administration refuse encore et toujours d'entendre les recommandations des associations étudiantes et syndicats au Comité de la vie étudiante, et continue, malgré les protestations, d'appliquer la politique. Il faudra revenir de l'avant avec force, en consolidant les alliances associatives et syndicales, pour réussir à venir à bout de cette politique.

Les coupures ont marqué les deux dernières années à l'UQAM. Tous les membres du Conseil d'administration s'entendent sur la nécessité d'un réinvestissement massif et immédiat par le gouvernement dans le réseau universitaire, mais l'administration est particulièrement muette à ce sujet sur la place publique. Bien que le recteur nous parle avec confiance de ses nombreuses lettres envoyées au ministère et de ses rencontres avec les ministre et sous-ministres, il faut se rendre à l'évidence que M. Proulx n'a pas l'influence qu'il croit avoir au gouvernement et que celui-ci balaie du revers de la main ses revendications. Si l'administration et le rectorat veulent vraiment le bien de l'UQAM, il faudra passer à un autre niveau et augmenter les pressions sur le gouvernement pour obtenir ce réinvestissement. Un positionnement public plus affirmé pour un financement adéquat du réseau universitaire devra être mis de l'avant, et des actions plus directes et concrètes mises en place si l'on souhaite obtenir quoi que ce soit. Il est temps de passer de la parole aux actes.

D'ici là, l'UQAM devra sérieusement revoir ses choix budgétaires. Plusieurs décisions financières restent extrêmement douteuses dans ce contexte difficile, dont particulièrement l'augmentation de plus de 30% du contrat accordé à la firme Garda. Plus de 50 millions seront investis en sécurité dans les sept prochaines années, sans compter les coûts de sécurité internes liés au Service de prévention et de sécurité et aux caméras de surveillance. De l'autre côté, on assiste à la fermeture de plusieurs services, dont notamment les bibliothèques les dimanches, et à des coupes importantes dans les charges de cours et les emplois d'auxiliaires d'enseignement. Les coupes du gouvernement ne peuvent pas servir d'excuse à l'administration lorsque de tels choix sont pris au détriment de la qualité de l'éducation dans notre université.



L'année scolaire 2016-2017 marque également la dernière année du mandat de recteur de Robert Proulx. Une consultation de la communauté devrait avoir lieu dans un futur relativement proche pour choisir le prochain recteur ou la prochaine rectrice de l'université. Cette consultation pourrait être une occasion pour la communauté d'affirmer ses opinions et ses besoins et de confronter la direction sur ses décisions.

Au niveau syndical et associatif, deux enjeux un peu plus éloignés du CA seront importants la session prochaine. Premièrement, les négociations avec le syndicat des chargé-e-s de cours ne sont toujours pas réglées, et la menace d'une grève plane toujours. L'administration ne donne pas de signe d'ouverture et la situation pourrait fort probablement empirer si l'UQAM ne considère pas sérieusement les demandes des chargé-e-s de cours. Encore une fois, l'UQAM aura à se justifier pour ses décisions budgétaires douteuses et pour son refus d'offrir des conditions de travail acceptables. Deuxièmement, il se tiendra fort probablement un référendum à la Faculté de science politique et droit pour la reconstruction d'une association étudiante facultaire, qui n'est plus reconnue depuis 2014. Plusieurs sièges étudiants sur les instances, dont notamment sur le Comité de la vie étudiante et la Commission des études, sont vides de représentant-e-s depuis ce temps, et il serait fort pertinent pour la communauté étudiante de l'UQAM de les remplir de nouveau.

Enfin, la direction souhaite aller de l'avant avec un large projet de décentralisation (organisationnelle et financière) vers les facultés. Ce projet répond à une demande du doyen de l'École des sciences de la gestion, qui, comme nous le rappelions plus haut, a sommé la direction de l'UQAM d'opérer une telle décentralisation. Le débat créé par les interventions publiques du doyen ont forcé un débat à l'université, ce qui n'est pas du tout négatif, et il s'opérera d'importants changements dans la structure universitaire dans la prochaine année. En effet, un rapport d'expertes commandé par la direction suggère une décentralisation financière vers les facultés, ainsi que des pouvoirs accrus dans les facultés, au détriment de plusieurs structures. Vous pouvez lire le rapport ici et envoyer vos commentaires pour qu'ils soient pris en compte dans le choix d'un modèle éventuel par courriel : [decentralisation@uqam.ca](mailto:decentralisation@uqam.ca).

Nous entrerons prochainement dans la danse en publiant nos commentaires.